

## DECLARATION LIMINAIRE CDEN

8 Avril 2015



Cette assemblée du CDEN vient en conclusion des réunions des Comités techniques du premier et second degré.

Nous ne reviendrons que brièvement sur les points qui ont été développés dans nos instances internes Education nationale.

### Pour le premier degré

L'augmentation globale attendue de 2 000 élèves dans l'académie de Grenoble se concentrera pour plus de la moitié en Haute-Savoie.

La hausse constante du nombre d'élèves accueillis est accompagnée par l'octroi de 51 postes. Comme vous l'indiquez, cela permettra au mieux de maintenir le P/E qui est un des plus bas de France à condition toutefois de ne pas dépasser la prévision.

Pour ce qui est du retard accumulé, notre département reculera encore par rapport à la moyenne académique et nationale !

Dans ce contexte, les améliorations liées aux priorités nationales visant les élèves qui ont plus de besoins ne peuvent se faire qu'au détriment des conditions de travail des autres. Les mesures proposées sont le reflet de cette réalité.

Il n'est pas étonnant que nous constatons l'augmentation des symptômes de personnels à bout de souffle et une cohorte d'enseignants pour le moins désabusés. Les enseignants du premier degré demandaient à quitter la Haute-Savoie mais cette année c'est un véritable exode. Ce n'est pas un phénomène anodin mais la partie visible d'un mal-être grandissant bien plus important.

### Passons du premier au second degré dans la continuité et sur un sujet d'actualité

L'UNSA Education avait accueilli positivement le développement de la liaison Ecole-Collège. Or à ce jour en Haute-Savoie aucune véritable formation transversale n'a été mise en place pour développer des

échanges de pratiques indispensables à la réussite de cette liaison et du développement du nouveau cycle CM-6<sup>e</sup>.

Devrons-nous attendre un renouvellement générationnel en comptant sur la formation initiale pour que le cycle école-collège s'inscrive dans la réalité pédagogique ?

Encore faudrait-il que les stagiaires du premier et du second degré aient des cours communs pour faire évoluer les pratiques et partager la culture commune d'une scolarité obligatoire qui tendent vers la réussite de tous et non vers la sélection de quelques uns.

La nouvelle formation initiale doit absolument prendre en compte cette dimension ce qui n'a pas du tout été le cas cette année.

La formation sera également une donnée incontournable à la réussite de la réforme du collège en discussion actuellement. Cette réforme veut renforcer et accélérer des changements de pratiques bienvenus : démarche de projet, interdisciplinarité, en donnant une marge d'autonomie plus conséquente aux établissements. Il est donc impératif de permettre aux enseignants d'avoir les moyens surtout en termes de temps de coordination pour permettre cette évolution. Cela passera par une formation non plus individuelle mais collective des équipes pédagogiques ce qui fait toujours défaut.

Or le redéploiement de l'accompagnement éducatif après les votes des DG est un signal qui a été perçu très négativement par les équipes pédagogiques. Son abandon dans un grand nombre d'établissement met en péril des projets interdisciplinaires et du coup des dynamiques qui auraient pu servir de base de travail et de réflexion à la nouvelle réforme du collège.

La refondation de l'Ecole doit trouver un second souffle après celui de la remise en route de la formation initiale.

Le travail engagé sur l'évaluation des élèves est resté lettre morte démontrant que tout n'est pas question de moyens supplémentaires : du constat d'échec du système actuel à l'ambition politique de changer l'ordre établi, il reste bien plus qu'un pas à franchir.

Pour l'UNSA-Education, il est donc impératif qu'une gouvernance plus volontariste accompagne davantage les initiatives locales et anticipe les évolutions à venir.